

Air Canada

Faire de l'argent n'est pas mauvais en soi, madame la Présidente, mais nous devons aussi servir le public et bâtir une nation. Nous avons déjà des lignes aériennes canadiennes dont le but est de faire du profit. Nous n'avons rien contre elles car leurs aspirations sont légitimes, mais pourquoi le profit serait-il la première priorité de toutes nos lignes aériennes? Pourquoi n'aurions-nous pas au moins une ligne dont le but est d'unifier les Canadiens et d'aider à bâtir le pays? De nouveau, je demande pourquoi ce gouvernement néo-conservateur ou ce parti conservateur qui a abandonné les principes conservateurs du Canada pour adopter la notion mercantile américaine veut-il vendre Air Canada? Pourquoi le gouvernement tient-il à se défaire d'Air Canada? Est-ce une entreprise publique non rentable? Est-ce une entreprise publique qui gaspille l'argent des contribuables et ne fait aucun profit? Pas du tout. Exception faite de deux années, Air Canada a toujours été rentable depuis deux décennies. Sauf erreur, ses profits se sont élevés à environ 300 millions de dollars en tout.

Air Canada est une entreprise rentable qui sert le public et aide à bâtir la nation. La plupart des Canadiens aimeraient qu'elle reste dans le secteur public. C'est une société bien administrée. Pourquoi vouloir réparer quelque chose qui n'est pas brisé? Pourquoi vouloir la vendre si elle fonctionne très bien en tant qu'entreprise publique? Je n'ai pas de réponse satisfaisante à ces questions. Je mets au défi les ministériels de me fournir quelques bonnes raisons de vouloir se défaire d'Air Canada.

● (1250)

Par ailleurs, je tiens à dire un mot de la façon dont le gouvernement s'y prend pour vendre Air Canada. Nous, députés NPD de tendance sociale-démocrate, ne sommes pas les seuls à trouver à redire au procédé. Certains hommes d'affaires le font aussi. Sir Colin Marshall a exprimé son scepticisme quant à l'approche que le gouvernement a adoptée à l'égard de la vente d'Air Canada.

J'ai lu dans le *Globe and Mail* d'aujourd'hui que Sir Colin Marshall, principal administrateur de British Airways, avait dit contester la façon dont le gouvernement privatise Air Canada. En fait, il a déclaré qu'elle était vouée à l'échec. Le gouvernement privatise en partie Air Canada et Sir Colin Marshall déclare que si le gouvernement veut atteindre son objectif, qui n'est pas le nôtre, il doit s'engager à fond.

Ou bien cette tentative de privatisation partielle sera un échec complet et ne fournira pas au gouvernement l'argent qu'il souhaite, ou bien les assurances que le gouvernement donne aux Canadiens de son intention de conserver le contrôle en vue de poursuivre des objectifs d'intérêt public sont de fausses assurances.

Peut-être s'agit-il de la première étape d'une démarche qui doit en compter deux, et sous le couvert d'une privatisation partielle, le gouvernement cherche en fait une privatisation complète.

Le principal administrateur d'une société privée britannique qui a participé à une tentative de privatisation qui a réussi, du moins sur le plan des principes, a blâmé la méthode du gouvernement. Je me demande pourquoi le gouvernement cherche à vendre Air Canada. Je suis forcé de conclure que c'est parce que le parti conservateur a adopté une nouvelle philosophie américaine de conservatisme qui place les considérations commerciales au-dessus de toute autre, pour qui faire de l'argent passe avant l'édification d'un pays, et le profit compte plus que le service.

A mon avis, le gouvernement agit ainsi pour des raisons idéologiques plutôt que pour des raisons pratiques et compréhensibles. Je le répète, la société Air Canada fonctionne à merveille. Elle fournit un bon service, offre des emplois décents, et en plus réalise des bénéfices. Pourquoi ne pas la garder comme société d'État?

Je voudrais prêcher un peu pour ma paroisse et parler en particulier de Winnipeg et de ma circonscription, Winnipeg-Nord-Centre. Les habitants de Winnipeg se demandent ce qui arrivera lorsque Air Canada sera privatisé et commencera à changer sa flotte actuelle pour acheter des airbus peut-être. Ils se demandent s'il y aura toujours une place pour Winnipeg dans le secteur aérospatial.

Les gens de Winnipeg se sont déjà fait voler leur place dans ce secteur. Nous craignons que cela ne se reproduise. Lorsque la compagnie aérienne sera privatisée, il est très possible et même probable que le gouvernement réduira les travaux d'entretien qui se font à Winnipeg; c'est ce que nous craignons du moins. Nous voudrions que le gouvernement nous garantisse que Winnipeg aura sa place dans le secteur aérospatial.

Je vois que vous me faites signe que mon temps de parole est pratiquement écoulé, madame la Présidente. Air Canada réalise des bénéfices et assure un certain service. Cette société contribue à unir le pays. C'est par ailleurs rassurant pour les gens de Winnipeg de savoir que tant que Air Canada sera une société d'État, ils auront un rôle à jouer dans le secteur aérospatial.

Pourquoi le gouvernement veut-il vendre Air Canada si ce n'est pour réduire les effectifs en place, notamment à Winnipeg, si ce n'est pour trouver un moyen de réduire le service offert aux localités éloignées ou pour suivre purement et simplement son idéologie? Air Canada a joué un certain rôle dans l'édification du pays, et la société doit rester une société d'État. Dire que Air Canada n'a plus sa raison d'être initiale, c'est avoir l'esprit étroit, c'est la considérer comme une pure entreprise commerciale et oublier le rôle qu'elle joue dans l'édification du pays.

M. McDermid: Madame la Présidente, le député a parlé des réserves de Sir Colin Marshall à l'égard de la vente d'Air Canada. Il est vrai que Sir Colin aurait préféré que nous vendions la totalité de la société d'État. Il ne s'est pas pour autant inscrit en faux contre la privatisation d'Air Canada ni contre le principe de la privatisation.